

LETTRE OUVERTE DE LA CGT ET SOLIDAIRES

FINANCES PUBLIQUES 13

A MADAME SUIRE-REISMAN

Marseille le 21 mai 2013

Madame la Directrice,

Les agents de Sainte Anne étaient majoritairement en grève le 7 mai pour manifester leur opposition et leur incompréhension devant l'acharnement à vouloir transférer des services hors de ce site.

Depuis 4 ans les personnels et leurs représentants syndicaux n'ont cessé d'exprimer leur désapprobation de la vente du plus gros site impôts du département et de la concentration en un seul endroit, à savoir le site de Borde/Liandier, de plus de la moitié des contribuables marseillais et de plusieurs centaines d'agents entassés dans des locaux inadaptés.

Cette décision est en contradiction avec les propres annonces du ministère de l'époque qui justifiait la «modernisation» de l'administration fiscale par son « rapprochement» des usagers et de meilleures conditions de vie et de travail des salariés.

Sur Marseille l'implantation des sites et postes est passée de 20 à 6. Une fois le transfert des SIE/SIP de Sainte Anne vers Borde effectuée, il ne restera plus que 3 énormes sites (Borde, Sadi Carnot et Saint Barnabé) dont aucun n'est adapté pour gérer et accueillir les milliers d'usagers qui en dépendent. Cette concentration, décidée sans vraie réflexion sur le maillage territorial, humain, économique, administratif, de la deuxième ville de France, répond à des préoccupations au mieux purement comptables, au pire idéologiques.

Elle engendre de fait une très forte augmentation des risques de dérapages entre les usagers et les personnels et ne peut que déboucher sur une dégradation des conditions de travail des agents entassés dans des locaux exigus dépourvus d'un environnement logistique minimum (stationnement, cantine, transport,) que la Direction a refusé de prendre en compte.

Madame Suire-Reisman, il est encore temps de nous écouter et d'arrêter là cette course vers un service public à minima, de stopper le transfert des SIE/SIP, pôle CE, ... et laisser sur Sainte Anne des services de proximité.

Depuis 4 ans la CGT et Solidaires, au delà de son combat auprès des usagers et des personnels de Sainte Anne, ne se contentent pas d'organiser le front du refus mais fait aussi une série de propositions que - **vous**- refusez d'écouter.

Le site de Sainte Anne avec ses bâtiments et sa surface non bâtie peut accueillir les services de la DGFIP mais aussi d'autres services administratifs. Les quartiers Sud de Marseille, les CIQ y sont d'ailleurs sensibles et militent dans ce sens, ont besoin du développement d'activités économiques et donc administratives.

En outre, au moins deux services de la DRFiP, dont le plus gros du département, occupent, à proximité de la rue Borde des locaux privés moyennant des loyers exorbitants payés avec l'argent public. Ces services, pourraient, eux, être installés à Borde. Les agents qui y travaillent en sont d'autant plus d'accord qu'ils utilisent déjà les infrastructures de Borde.

Depuis que vous êtes responsable de la DRFiP vous refusez de discuter avec les représentants des personnels en particulier au sujet de Sainte Anne sous prétexte que dans votre feuille de route figure en bonne place la vente du site. Vous faite obstruction à toutes les tentatives des organisations syndicales pour rencontrer d'autres interlocuteurs connectés à l'affaire et organiser une table ronde.

La vente est maintenant suspendue. Cette nouvelle donne, avec les propositions que nous formulons, mériterait que nous redéfinissions ensemble, avec tous les acteurs concernés, une nouvelle approche qui satisfasse le maintien à Sainte Anne d'une administration fiscale de proximité, de bonnes conditions de travail des personnels et d'accueil des contribuables et même une densification du site.

